



E4740-Direction de l'éducation-Vie des écoles et ressources

DECISION DU MAIRE N° d.2023.032

**Concession à l'agent de la ville de Versailles matricule 10296, du logement communal n° 85 de type F1, situé au 50 rue Saint-Charles à Versailles.
Convention de mise à disposition avec loyers en contrepartie.**

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-22-5° ;

Vu la délibération n° D.2020.05.18 du Conseil municipal de Versailles du 27 mai 2020 accordant au Maire les délégations prévues à cet article ;

Vu l'arrêté municipal n° A2023.234 du 3 février 2023 donnant délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles pour la mandature 2020-2026 ;

Vu le budget de l'exercice en cours et l'affectation des recettes correspondantes sur les imputations suivantes :

- indemnité d'occupation : chapitre 923 « enseignement – formation professionnelle et apprentissage », article 93212 « écoles primaires », nature 752 « revenus des immeubles », service F5110 « DPI – Actifs immobiliers »
- charges du logement : chapitre 923 « enseignement – formation professionnelle et apprentissage », article 93212 « écoles primaires », nature 70878 « remboursements de frais par des tiers », service F5110 « DPI – Actifs immobiliers »
- recouvrement et restitutions des cautions : chapitre 923 « dettes et autres opérations financières », nature 165 « dépôts et cautionnements reçus », service E4700 « éducation – services communs ».

La ville de Versailles possède des logements communaux vacants qu'elle souhaite pouvoir mettre à la disposition de ses agents, à titre précaire et révocable. Pour ce faire, une convention portant concession de logement doit être signée entre les parties.

DECIDE :

- 1) de signer la convention à intervenir entre la ville de Versailles et l'agent municipal matricule 10296, pour la mise à disposition du logement communal n° 85 de type F1, d'une surface de 31 m², sis 50 rue Saint-Charles à Versailles ;
- 2) que cette mise à disposition est consentie du 15 février 2023 au 14 février 2024, renouvelable par tacite reconduction, pour une durée ne pouvant excéder 12 ans, moyennant le versement à la Ville d'une indemnité d'occupation mensuelle de 429,70 € hors charges. Cette indemnité sera révisable au 1^{er} septembre de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice de référence des loyers, soit celui du 4^{ème} trimestre 2021 : 132,62.

Si l'occupant souhaite utiliser l'électricité, le gaz et les services du téléphone, il lui appartient de souscrire les contrats d'abonnements nécessaires et de payer en conséquence les consommations ou communications correspondantes.

Les consommations d'eau seront recouvrées annuellement.